

furent beaucoup plus limités étant donné que, théoriquement dans ces pays, il s'agissait des « alliés ». A part le butin de guerre, les prélèvements massifs d'outillage n'ont été effectués que dans les régions anciennement allemandes cédées à

II. — L'HERITAGE ALLEMAND ET LES PAYS EX-SATELLITES

Le pillage soviétique des pays ex-satellites révèle son caractère permanent lorsque l'on prend en considération la part qui revint au Kremlin sur la base des accords de Yalta et de Potsdam.

Rappelons, tout d'abord, que dans les pays ex-ennemis de l'Allemagne, à savoir la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Albanie occupée par les Italiens, le Reich avait soumis l'ensemble de l'économie à une direction unique, centralisée les banques, racheté les actions des capitalistes étrangers ou exproprié les capitalistes nationaux. Dans ces pays donc, l'héritage allemand touchait non à une partie de l'économie mais à l'ensemble de cette dernière.

Par contre, dans les pays ex-satellites de l'Allemagne, l'impérialisme allemand partagea ses positions avec les bourgeoisies indigènes. L'Allemagne s'assura le contrôle de certaines banques, racheta certaines actions, s'empara de certaines industries.

A l'effondrement de l'Allemagne son « héritage » passa presque entièrement, dans les pays qui avaient été ses ennemis, entre les mains de nouveaux Etats polonais, tchèque, yougoslave, albanais. Par contre, dans les pays ex-satellites, c'est-à-dire en Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Finlande, l'« héritage » allemand revint entièrement au Kremlin.

Plusieurs observations capitales découlent de ce caractère de l'« héritage » allemand :

— Le Kremlin est devenu banquier, industriel et commerçant dans les pays ex-satellites. Ce fait s'est produit non sur la base de l'exportation des capitaux, mais sur la base du butin recueilli en vertu des accords de Yalta et de Potsdam. Mais si le Kremlin n'a pas « exporté » de capitaux, ceci ne veut pas dire que la mainmise sur les fonds allemands à l'étranger ne l'ait placé dans la même position à l'égard de l'économie des pays ex-satellites que celle qu'avait auparavant l'Allemagne. La pauvreté en capitaux et en marchandises de l'économie soviétique ne lui aurait sans doute pas permis d'exporter des capitaux. Cependant sur la base de cet héritage le Kremlin s'est trouvé placé dans des conditions qui lui permettent une surexploitation de la main-d'œuvre hongroise, roumaine ou bulgare.

— Maître de cet « héritage » le Kremlin s'est opposé à toute nationalisation importante, c'est-à-dire à toute prise en charge par l'Etat ex-satellite de la grosse industrie ou de la grande banque désormais passées entre les mains russes pour une très large partie.

La même politique a été suivie dans ses grandes lignes en Autriche et en Allemagne occupées malgré certaines différences : alors qu'en Roumanie, etc., sur la base des armistices la bourgeoisie nationale, ou plus exactement une certaine partie de cette bourgeoisie nationale a été « sauvée » grâce à son ralliement de dernière heure au Kremlin, par contre, en Allemagne, les propriétaires industriels et terriens avaient fui à l'approche des armées soviétiques. Dans ces deux pays, le Kremlin s'octroya les grosses entreprises qu'il intégra à l'économie soviétique, et laissa « nationaliser » les industries moyennes qui n'avaient plus de propriétaires.

La « propriété » soviétique en Allemagne a donc le même caractère qu'avait hier la « propriété » allemande en Pologne : le Kremlin s'est emparé des meilleures et plus importantes entreprises (environ deux cents entreprises gigantesques avec plusieurs centaines de milliers d'ouvriers — il s'agit des grands trusts comme la I.G. Farben) — qu'il s'était octroyé à titre de réparations.

— En Roumanie, Bulgarie, etc., le Kremlin reversa à titre de « capital » les installations prises aux Roumains, Bulgares, etc., comme butin de guerre (rappelons qu'il s'agit de confiscations pures et simples) ou des biens pris sur la base de l'« héritage » allemand et fonda avec l'Etat roumain, bulgare, hongrois, des sociétés mixtes valables pour une trentaine d'années et visant précisément à l'exploitation du prolétariat indigène.

Notre camarade Germain et, derrière lui, les camarades du S. I. ne semblent pas vouloir s'arrêter à des choses si peu « marxistes » que les traités de paix ou des considérations superficielles comme Etats ex-ennemis ou ex-satellites. En conséquence ils ont formulé la théorie que voici (disons tout de suite avant de citer que pour éviter une prétendue incompré-

III. — L'HERITAGE ALLEMAND ET LES PAYS EX-ENNEMIS

S'étant fermés les yeux sur la question de l'héritage allemand et de la nouvelle position du Kremlin maître de cette succession empoisonnée, Germain continue avec son assurance habituelle :

ces alliés (en Silésie, par exemple, rétrocedées à la Pologne). L'occupation y fut de brève durée et les prélèvements sur la production courante limités aux besoins des troupes d'occupation se trouvant sur place.

hension du texte Germain, je prierais les camarades de relire et de comparer honnêtement avec le texte lui-même, les passages que, faute de place, je résume ici tout en indiquant les références :

a) « Après avoir pillé d'abord les pays occupés... face à la pression concertée de l'impérialisme et de la bourgeoisie indigène, la bureaucratie était forcée de s'appuyer davantage sur les masses » (page neuf, début colonne 1).

b) « Les formes du pillage des pays du glacis par la bureaucratie sont les suivantes : déportation de l'outillage industriel, de matières premières, de la main d'œuvre ; ... réparations et réquisitions sous forme de réparations ; ... participation à des sociétés anonymes (sociétés mixtes).

» En pratique, il s'agit bien ici (dans le cas des sociétés mixtes) d'une autre forme de pillage puisque la participation effective de la bureaucratie à ces sociétés se borne à l'imposition du personnel dirigeant et à l'envoi de quelques pièces de matériel pour remplacer les pièces détruites (??? J. M.).

» Cela revient à dire que la bureaucratie enlève la moitié des actions à la bourgeoisie sans donner de contrepartie.

» Il serait pourtant tout à fait erroné d'assimiler ce pillage à l'exportation des capitaux qui caractérise l'impérialisme... La bureaucratie ne cherche pas une main-d'œuvre à « surexploiter » (au contraire, il est plus que probable que les travailleurs roumains... auront un standard de vie plus élevé que celui de l'ouvrier russe)... La participation (de l'U. R. S. S.) aux sociétés mixtes est déterminée par les mêmes raisons stratégique économiques qui déterminent toute sa politique dans le glacis... *Débutant par une destruction des forces productives, il résulte, pour autant que la situation transitoire dans le glacis puisse se prolonger tant soit peu, dans un sérieux développement de ceux-ci et met à l'ordre du jour l'assimilation de leur structure sociale et économique à celle de l'U. R. S. S.* (citation de la page neuf, colonnes 2 et 3).

Résumons cette pensée : après avoir pillé (transfert d'outillage, etc... en U. R. S. S.), le Kremlin utilise une autre forme de pillage, celle des sociétés mixtes. Non pour « surexploiter » la classe ouvrière, mais pour enlever à la bourgeoisie 50 % de ses capitaux. Enfin cette phase est aussi « transitoire » et l'assimilation structurelle passe « à l'ordre du jour ».

Afin que l'on ne dise pas que je ne veux pas tenir compte de toutes les nuances de la pensée de Germain, j'ajoute qu'à la page 13 (col. 2 et début col. 3) Germain s'explique encore une fois de la façon suivante :

« D'après Logan et Lucien, la « politique de pillage » est déterminée par la nature « sociale » de la bureaucratie. Dans ce sens elle devrait être un phénomène permanent, une tendance générale de la politique bureaucratique. Or nous voyons au contraire qu'il s'agit d'un phénomène « passager », issu des nécessités immédiates et de la façon panique dont la bureaucratie a abordé la « reconstruction ». Le phénomène permanent, la tendance générale, sont ceux à « l'assimilation structurelle » qui comporte non pas le pillage, mais au contraire le développement de l'appareil de production. Cela se manifeste déjà maintenant clairement dans tous les pays occupés. »

Ce texte confirme donc tout d'abord que pour Germain le pillage c'est par essence la déportation de l'outillage ; quant au système de sociétés mixtes, Germain n'est pas bien décidé : à la page 9 il l'inclut dans les méthodes de pillage, à la page 13 il parle du pillage comme d'un phénomène « passager » « issu des nécessités immédiates de la façon panique dont la bureaucratie a abordé la reconstruction », etc. Or, ne oublions pas, les sociétés mixtes sont conçues et établies pour trente ans.

La vérité est que transfert d'installations industrielles pur et simple et sociétés mixtes sont deux formes, non pas opposées ou successives de pillage mais « simultanées » dont l'origine seulement (le « titre ») est différent : les deux sont des formes de pillage et le caractère « continu » de l'hypothèque soviétique et sa volonté d'exploiter pendant une longue période ces pays.

Ainsi s'écroule un des éléments essentiels du raisonnement de Germain, à savoir celui du caractère passager, transitoire du pillage entrepris par le Kremlin dans les pays occupés.

« Dans le même ordre d'idées, il est tout à fait faux de prétendre que l'occupation soviétique aura fondamentalement des conséquences économiques et sociales « réactionnaires » (recul des forces productives). Logan et Lucien sont hypno-

tisés par « un » phénomène (pillage et déportation) mais ferment les yeux devant les nationalisations, le développement industriel qui reçoit une puissante impulsion par les traités commerciaux (ces pays essentiellement agricoles s'efforceront de plus en plus de devenir des fournisseurs de produits industriels), etc. (page 13, col. 3).

Autant de phrases, autant d'inexactitudes. Pourquoi est-ce « tout à fait faux de parler de recul des forces productives » ? Germain répond : « Voyez les nationalisations et le développement industriel qui « reçoit une puissante impulsion, etc. »

Par malheur, Germain réfléchit peu et invente beaucoup : **Aucune nationalisation n'a eu lieu en Roumanie, Finlande, Hongrie et Bulgarie.** Et pour cause ! L'essentiel de la propriété bancaire et industrielle étant passé entre les mains du Kremlin. Ce n'est que maintenant, deux après l'occupation, qu'on envisage le contrôle de certaines banques en Hongrie ou les nationalisations des mines qui d'ailleurs laisseraient sans les toucher les nouvelles « propriétés » soviétiques.

Il est vrai que, forçant la réalité pour les besoins de sa cause, Germain écrit, à la page 10 (col. 3), « que les nationalisations dans ces pays n'ont touché « que les entreprises propriété allemande, considérées comme « butin de guerre » par l'U. R. S. S. ». Hélas ! notre Germain s'embrouille dans ses propres inventions : les propriétés allemandes précisément sont devenues soviétiques et ne seront, par conséquent, pas du tout nationalisées. A moins que Germain considère comme nationalisation le fait que le Kremlin s'est approprié ces propriétés sur la base de ses conventions avec les impérialistes.

Avant d'analyser la question des nationalisations dans les pays ex-ennemis arrêtons-nous encore à cette autre absurdité incluse dans le paragraphe que nous avons cité page 13, col. 3. Germain parle des traités commerciaux qui donneraient une puissante impulsion au développement de ces pays agricoles « qui s'efforceront de plus en plus de devenir des fournisseurs de produits industriels ». Or, réfléchissons un peu. Selon les conventions d'armistice, la Finlande, par exemple, dont les exportations en bois représentaient avant guerre 80 % du total des exportations finlandaises, aura à fournir à l'U. R. S. S. tous les ans — pendant 8 ans, en principe — des produits d'une valeur de 50.000.000 de dollars, composés comme suit : 30 % de péniches, locomotives, etc., 33 % de produits industriels,

IV. — LA MARCHÉ DE LA VIE ET LES SCHEMAS DE GERMAIN

De même qu'il ne s'est pas arrêté à des choses aussi secondaires que traités et armistices, Germain ne s'est pas arrêté un instant à d'autres causes apparemment secondaires et nous trace le schéma suivant (« Schéma du processus se déroulant dans le glacis », page 7) de l'intervention du Kremlin :

a) « L'approche de l'Armée rouge déclencha une montée révolutionnaire plus (?) ou moins (?) vaste... »

b) « La bureaucratie aura tendance à réprimer toutes larges actions indépendantes des masses... »

« Dans la mesure où elle serait incapable de cette répression elle se retirerait plutôt que d'exposer l'Armée rouge au contact permanent avec des foyers révolutionnaires. »

c) « La bureaucratie ne peut incorporer ces territoires définitivement qu'à travers leur assimilation structurelle. » (Page 7, col. 1 et 2.)

Considérons d'abord les points a et b.

Distinguons à nouveau pour Germain entre Etats ex-ennemis de l'Allemagne où la défaite militaire a entraîné l'effondrement de la charpente étatique et l'exacerbation des contradictions de classe, et les pays ex-alliés qui n'avaient pas subi de défaite, où l'appareil était resté intact, où leur passage dans le camp russe s'assura sur la base des conventions d'armistice et où, contrairement aux beaux rêves de Germain, il n'y a eu aucun mouvement et aucune « montée ». Deux preuves illustrent cette affirmation : le 23 août 1944, après l'entrée des troupes soviétiques en Moldavie, le roi Michel arrêta son fantoche Antonesco et renversa lui-même ses anciennes alliances, sans qu'aucun accroc puisse avoir lieu, d'une part parce que le Kremlin avait, dès le début, affirmé qu'il n'entendait pas « bouleverser le régime politique et social de la Roumanie », d'autre part parce qu'à aucun moment de la guerre, l'appareil militaire, bureaucratique et policier roumain, n'avait perdu le contrôle du pays et ne s'était trouvé devant un mouvement populaire.

Le cas bulgare illustre le même fait : la bourgeoisie et l'appareil bulgares tenaient en mains si bien la situation malgré l'approche de l'Armée rouge — qui se trouvait depuis le 25 août près du Danube — que le 2 septembre elle se permettaient l'artifice suivant : un gouvernement « pro-allié » remplaçait sans coup férir l'ancien cabinet pro-axiste ; comme

33 % de produits en bois, le reste en produits divers. Pour couvrir les exigences soviétiques, sans contrepartie, la Finlande devra non seulement exporter ce qu'elle aurait pu exporter normalement, mais encore des produits qui n'existent pas sur son marché. Elle devra se construire une industrie métallurgique sur la base d'une compression féroce de la consommation intérieure, ou sur la base des crédits et des achats effectués sur les marchés extérieurs. Ce genre d'« impulsion » à l'industrialisation est encore plus sanguinaire que l'impulsion à l'industrialisation que donne un impérialisme dans un pays colonial.

Revenons aux nationalisations. Incapable de comprendre l'absence des nationalisations dans les pays ex-satellites, Germain nous fournit une théorie caractéristique à bien des égards sur les « nationalisations » :

« L'ampleur des nationalisations, écrit-il en gras, page 11, col. 1, — dans certains pays, s'explique tout d'abord par l'ampleur qu'y prenait la montée révolutionnaire. » Et Germain ajoute plus loin :

« La réalisation de nationalisations est donc le résultat de plusieurs facteurs : pression des masses, tendance de la bureaucratie soviétique, impuissance de la bourgeoisie indigène, « neutralité » momentanée de la part de l'impérialisme. » (Page 11, col. 2.)

Bref, parmi tous les motifs invoqués, le principal, celui qui réduit complètement les autres arguments avancés, manque, à savoir le caractère même de l'héritage allemand dans les pays ex-ennemis de l'Allemagne (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne).

La pression des masses explique en l'occurrence bien peu de choses : cette pression a en effet existé aussi apparemment que dans les autres pays, en Bulgarie. Or, dans ce dernier pays, comme nous l'avons vu, il n'y a pas eu de nationalisations. Ainsi, les nationalisations ont tout d'abord leur source dans le caractère même de l'héritage allemand et dans la position particulière des pays ex-ennemis. Seul, le fait que la transmission de la propriété s'est produite sans partage entre les mains des nouveaux Etats, explique l'ampleur des nationalisations dans ces pays. Ceci dit, sans entrer dans les détails mêmes de ces nationalisations, sur lesquels nous reviendrons tout à l'heure.

La Bulgarie n'avait jamais déclaré la guerre à l'U. R. S. S. mais seulement aux gouvernements anglo-saxons, c'est avec ces derniers que le nouveau gouvernement ouvrit les négociations de paix. Il a fallu une guerre de cinq jours et l'occupation de la Bulgarie pour que la « montée » se fasse jour et qu'un coup d'Etat amène les staliniens au pouvoir.

Si donc on compare cette situation à celle des pays occupés où la résistance s'est développée après la défaite militaire, on comprend le rôle fort limité des armées soviétiques « déclenchant des montées », d'autant plus que cette armée venait en annonçant qu'elle « entendait ne rien changer aux bases du régime existant ».

La deuxième partie du raisonnement de Germain (b) coiffe l'ensemble de ses erreurs : selon lui, dans la mesure où l'Armée rouge serait incapable de réprimer ces supposées « montées », « elle se retirerait plutôt que d'exposer ses troupes au contact permanent avec des foyers révolutionnaires » (page 7). Fixant solidement son pied sur ses erreurs disséminées comme de petites pierres dans un gué, Germain passe sur l'autre rive dans le domaine des élocubrations absolues. En effet, jugeant sur la base des nationalisations, Germain explique ainsi le cas de la Tchécoslovaquie :

« L'extension et la maturité de la montée révolutionnaire en Tchécoslovaquie ont limité à l'extrême l'intervention contre-révolutionnaire de la bureaucratie. Celle-ci a pour ainsi dire été absente. Les troupes soviétiques ont été très rapidement retirées » (page 8, col. 1).

Germain oublie ainsi, tout d'abord, que les staliniens avaient commencé leur intervention contre-révolutionnaire avant l'entrée de l'Armée rouge ; que la « Résistance nationale » avait tenté de corseter bien avant « l'intervention autonome des masses » ; que la Tchécoslovaquie avait été un pays « allié », ce qui explique l'extension des nationalisations ; que l'appareil étatique avait été détruit par la défaite et que les staliniens locaux n'ont eu aucune peine à mettre la main sur le pouvoir.

L'histoire des troupes soviétiques retirées afin de ne pas être « infectées » est une histoire burlesque sur laquelle nous allons revenir tout à l'heure.

Nous examinerons maintenant le point « c » en liaison avec l'ensemble du problème de la « tendance à l'assimilation structurelle ».